



المجلس الوطني لحقوق الإنسان
ⵎⴰⴳⴷⴰⵢⵜ ⵏ ⵍⴰⴳⴷⴰⵢⵜ ⵏ ⵍⴰⴳⴷⴰⵢⵜ ⵏ ⵍⴰⴳⴷⴰⵢⵜ
Conseil national des droits de l'Homme

**Impunité et discriminations:
Les violences fondées sur le genre au Maroc**
Seminaire international

**الإفلات من العقاب والتمييز :
العنف القائم على أساس النوع الاجتماعي بالمغرب**
ندوة دولية

**Impunité et discriminations:
Les violences fondées sur le genre au Maroc**
Seminaire international
**الإفلات من العقاب والتمييز:
العنف القائم على أساس النوع الاجتماعي بالمغرب**
ندوة دولية



Impunité et discriminations: Les violences fondées sur le genre au Maroc

Seminaire international

Selon l'étude approfondie de toutes les formes de violence à l'égard des femmes (Rapport du Secrétaire général de l'ONU, 2006), la violence à l'égard des femmes est «l'un des enjeux les plus préoccupants de notre époque»¹. En effet, à travers le monde, les données concernant ce phénomène sont alarmantes ; une femme sur deux est victime de violences infligées par son compagnon et une sur cinq d'agression ou de menace d'agression sexuelle². Ces violences qui revêtent plusieurs formes et interviennent dans tous les espaces de la vie privée et publique, constituent autant de discriminations à l'égard des femmes et d'atteinte à leur intégrité physique et morale et à leur dignité tout comme autant d'obstacles à leur jouissance de leurs droits humains fondamentaux.

Au Maroc, l'enquête nationale sur la prévalence de la violence à l'égard des femmes, (ENPVF) du Haut Commissariat au Plan (HCP)³, révèle que 62,8% des femmes ont subi un acte de violence sous une forme ou une autre, durant les douze mois précédant l'enquête (3,8 millions en milieu urbain et 2,2 millions en milieu rural). Cette forte prévalence, aussi bien dans l'espace privé que public, est souvent passée sous silence en raison de l'acceptation sociale, de la faible protection des victimes, des limites des dispositifs juridiques et politiques et de la carence des mécanismes de protection et de prévention des violences, participant ainsi à alimenter et renforcer l'impunité dont jouissent les auteurs des violences. Les plaintes auprès d'une autorité compétente ne concernent que 17,4% des violences survenues dans les lieux publics et 3,2% des actes de violences commises dans le contexte familial⁴. A ce titre, le Conseil économique, social, et environnemental «déclare que, dans les faits, et à l'exemple des cas de violence conjugale, la protection judiciaire ne soit pas effective sur le terrain ou soit inexistante notamment en milieu rural»⁵.

A l'instar de nombreux pays, conscient de l'ampleur de ce phénomène, de ses enjeux, causes et conséquences, le Maroc a inscrit expressément dans le préambule de sa constitution l'engagement à «bannir et combattre toute discrimination à l'encontre de quiconque, en raison du sexe...». De surcroît, l'article 19 de la Constitution consacre le principe de l'égalité et de la parité entre les hommes et les femmes dans tous les domaines tout comme il prévoit la création de «l'Autorité pour la parité et la lutte contre toutes formes de discrimination» et dispose dans son article 22 qu'«il ne peut être porté atteinte à l'intégrité physique ou morale de quiconque, en quelque circonstance que ce soit et par quelque partie que ce soit, privée et publique».

Dans le même sillage, le Maroc s'est doté en 2012 du Plan Gouvernemental pour l'Egalité (PGE) lequel réserve l'un de ses huit domaines prioritaires à «la lutte contre toutes les formes de discrimination à l'encontre des femmes» (domaine 2).

Toutefois, le cadre législatif national demeure discriminatoire et ne traduit ni l'esprit et les dispositions de la Constitution ni les engagements internationaux du Maroc en matière de lutte contre les discriminations et les violences fondées sur le genre. La législation pénale ne comprend pas les mesures nécessaires, pertinentes ni suffisantes pour la protection des femmes et ne prend pas en compte la spécificité de cette violence. Il est devenu ainsi impératif de procéder d'urgence «à la refonte du code pénal et du code de la procédure pénale pour les conformer, à la lettre et à l'esprit, de la constitution de juillet 2011, et des conventions internationales ratifiées par le Maroc»⁶. Par ailleurs, les stratégies et politiques publiques mises en place jusqu'à présent n'ont pas été en mesure d'infléchir ou d'atténuer le phénomène de violence à l'égard des femmes.

En réponse à ces défis, le gouvernement marocain a procédé, récemment, à l'élaboration d'un projet de loi (n°103-13) relatif à la lutte contre la violence faite aux femmes. Ce projet fait actuellement l'objet de débats publics et de mobilisations de la part d'associations de défense et de promotion des droits humains et des droits des femmes.

C'est dans ce contexte que le Conseil national des droits de l'Homme- institution nationale, établie selon les principes de Paris- et la Coalition «Printemps de la Dignité» - qui regroupe 23 organisations de défense et de promotion des droits des femmes et des droits humains nationales et régionales ont décidé d'organiser conjointement un séminaire international autour du thème «Impunité et discriminations : les violences fondées sur le genre au Maroc».

Cette manifestation qui se tiendra le 30 janvier à Rabat (Maroc) vise à :

- Eclairer et soutenir le processus actuel relatif à l'élaboration et l'adoption d'une loi relative à la lutte contre les violences à l'égard des femmes conforme aux définitions et normes internationales que le Maroc s'est engagé à respecter ;
- ■ Analyser la façon dont la violence à l'encontre des femmes est abordée dans le cadre juridique national, et en déceler les lacunes et les limites en termes de sanction, protection et prévention des violences fondées sur le genre ;
- ■ ■ Echanger autour des leçons tirées des mobilisations et des expériences internationales en matière de lutte contre l'impunité des auteurs de violences perpétrées contre les femmes et les filles.

Pour ce faire, quatre panels permettront d'aborder les volets suivants :

- Axe 1 :** L'Etat des lieux des violences fondées sur le genre dans la pratique et dans la législation ;
- Axe 2 :** Les expériences internationales en matière de la lutte contre les violences fondées sur le genre : Prévention et protection ;
- Axe 3 :** Le renforcement de la lutte contre les violences fondées sur le genre au Maroc : Projets et visions en présence ;
- Axe 4 :** Table ronde : Débats des parlementaires autour des projets et visions.

1- http://www.unifem.org/attachments/stories/SGstudyOnVAW_2006_fre.pdf
 2- <http://www.ipu.org/wmn-f/vaw/overview.htm>
 3- Haut-Commissariat au Plan, Enquête nationale sur la prévalence de la violence à l'égard des femmes au Maroc, 2009
 4- Ibidem.
 5- Conseil Economique et Social (CES), Avis du CES, Promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes dans la vie économique, sociale, culturelle et politique, Auto- Saisine n° 8/ 2012, page 56.
 6- Conseil économique, social et environnemental (CESE), Op. Cit., page 19.

Impunité et discriminations: Les violences fondées sur le genre au Maroc

Seminaire international - programme

9h : Ouverture

9h30 : Session d'ouverture

Allocution de M. Mohammed Essabbar, Secrétaire général du CNDH

Allocution de Mme Fatima Zahraa Baba Hmed, conseillère du Ministre de la solidarité, de la femme, de la famille et du développement social

Allocution de Mme Asma El Mehdi, Coordinatrice du Printemps de la dignité (CPD)

9h30 - 10h30 : Première session : Introduction aux travaux

Modérateur : Mustapha Laaraki, membre du CNDH

Mme. Rashida Manjoo, Rapporteuse Spécial chargée de la question de la violence contre les femmes (ONU)

La mobilisation internationale en matière de lutte contre les violences fondées sur le genre

Mme Rabéa Naciri, Universitaire, membre du CNDH

Les violences fondées sur le genre au Maroc entre impunité et acceptation sociale

Mme Khadija Rougany, membre de la coalition Printemps de la dignité

La lutte contre les violences fondées sur le genre au Maroc : Les limites de la législation nationale

10h30 - 11h15 : Pause café

11h15-12h : Deuxième Session : les expériences internationales en matière de lutte contre la violence fondée sur le genre : Prévention et protection

Modératrice : Mme Houria Esslami, membre du CNDH

Mme Gordana Gasmi, Experte du Conseil de l'Europe

La «Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique»

Mme Marie-Laurence Sranon Sossou, Ministre de la famille, des affaires sociales, de la solidarité nationale, des handicapés et des personnes de troisième âge

La Loi «Portant prévention et répression des violences faites aux femmes» du Benin

12h - 13h : Discussion

13h : Pause déjeuner

14h30 - 16h : Troisième session : Renforcement de la lutte contre les violences fondées sur le genre au Maroc : Projets et visions alternatives en présence

Modératrice : Mme Jamila Syouri, membre du CNDH

Mme Slimani Hawari Mennana, chef de service Tamkine al Maraa au Ministère de la Solidarité, de la femme, de la famille et du développement social (Maroc)

Le projet de La Loi 103.13 relatif à la lutte contre les violences à l'encontre des femmes

Mme Saadia waddah, CNDH
Vision et propositions du CNDH

Mme Aicha Alhyane, la coalition Printemps de la dignité (CPD)

Le mémorandum de la coalition Printemps de la dignité

16h - 17h30 : Quatrième session : Table ronde : Débats

Modérateur : M. Mohammed Sebbar, Secrétaire général du CNDH

Mme Amina Mae El Ainain, députée, Parti de la Justice et du développement (PJD)

Mme Naima Farah, députée, Rassemblement national des indépendants (RNI)

Mme Rachida Tahiri, députée, Parti du progrès et du socialisme (PPS)

Mme Bouchra Berjal, Députée, l'Union constitutionnelle (UC)

Mme Khadija Yamlahi, députée, Union socialiste des forces populaires (USFP)

Mme Nabila Benomar, députée, Parti de l'authenticité et de la modernité (PAM)

Mme Fatima Daif, députée, Mouvement populaire (MP)

Mme Fatiha Bekkali, députée, Parti de l'Istiqlal (PI)

17h30 à 18h Synthèse et clôture



الإفلات من العقاب والتمييز : العنف القائم على أساس النوع الاجتماعي بالمغرب ندوة دولية

وفي هذا السياق، قرر المجلس الوطني لحقوق الإنسان وائتلاف «ربيع الكرامة» الذي تضوي تحت لوائه 23 منظمة وطنية وإقليمية للدفاع عن حقوق المرأة وحقوق الإنسان والنهوض بها، تنظيم ندوة دولية مشتركة حول موضوع «الإفلات من العقاب والتمييز : العنف القائم على أساس النوع الاجتماعي بالمغرب».

وستنعد هذه الندوة في 30 يناير 2013، وتهدف إلى ما يلي :

- تسليط الضوء على المسار الجاري المرتبط بإعداد واعتماد قانون لمكافحة العنف ضد المرأة ودعمه، تماشياً مع التعاريف والمعايير الدولية التي يلتزم بها المغرب؛
- تحليل كيفية معالجة العنف ضد المرأة في الإطار القانوني الوطني وتحديد الثغرات والقيود من حيث العقوبة والحماية والوقاية من العنف القائم على أساس النوع الاجتماعي؛
- تبادل الأفكار حول الدروس المستفادة من أشكال التعبئة والتجارب الدولية في مجال مكافحة الإفلات من العقاب بالنسبة لممارسي العنف ضد النساء والفتيات.

وللقيام بذلك، ستتطرق أربع حلقات للنقاش للمحاور التالية :

- المحور الأول:** واقع العنف القائم على أساس النوع الاجتماعي في الممارسة والقانون؛
- المحور الثاني:** التجارب الدولية في مجال مكافحة العنف على أساس النوع الاجتماعي: الوقاية والحماية؛
- المحور الثالث:** تعزيز مكافحة العنف القائم على أساس النوع الاجتماعي في المغرب: المشاريع والرؤى الموجودة؛
- المحور 4 :** مائدة مستديرة : مناقشات البرلمانيين حول المشاريع والرؤى الموجودة.

وفقاً للدراسة المتعمقة بشأن جميع أشكال العنف ضد المرأة (تقرير الأمين العام للأمم المتحدة، 2006)، فإن القضاء على العنف ضد المرأة «ما زال واحداً من أخطر التحديات التي تواجهنا في عصرنا هذا»¹. فالبيانات المتعلقة بهذه الظاهرة مقلقة في جميع أنحاء العالم، حيث تقع امرأة من اثنتين ضحية للعنف الممارس من قبل شريكها، في حين تتعرض واحدة من بين خمس نساء للاعتداء أو التهديد بالاعتداء الجنسي². ويتخذ هذا العنف أشكالاً متعددة، ويحدث في جميع مجالات الحياة الخاصة والعامة، كما يشكل تمييزاً ضد المرأة وسلامتها الجسدية والمعنوية وكرامتها، ويمثل عائقاً يعترض تمتعها بحقوق الإنسان الأساسية.

في المغرب، كشف البحث الوطني حول انتشار العنف ضد النساء الذي أنجزته المندوبية السامية للتخطيط³، أن 62,8% من النساء تعرضن للعنف بشكل أو بآخر، خلال الاثني عشر شهراً التي سبقت إنجاز البحث (3,8 مليون في المناطق الحضرية و2,2 مليون في المناطق القروية). وغالبا ما يتم تجاهل هذا الانتشار الواسع في الفضاءات الخاصة والعامة بسبب القبول الاجتماعي، وضعف حماية الضحايا، ومحدودية الآليات القانونية والسياسية وقصور آليات الحماية والتصدي للعنف، مما يساعد على تعزيز الإفلات من العقاب الذي يتمتع به المسؤولون عن ممارسة العنف. كما لا تهم الشكايات المقدمة للسلطة المختصة إلا 17,4% من حالات العنف التي تحدث في الأماكن العمومية و3,2% من حالات العنف الممارس في إطار أسري⁴. وفي هذا الصدد، يأسف المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي⁵ لكون الحماية القضائية، وعلى سبيل المثال حالة العنف الأسري، ليست فعالة على أرض الواقع، أو تكاد تكون غائبة وخاصة في أوساط العالم القروي».

وعلى غرار العديد من البلدان، ووعياً منه بحجم هذه الظاهرة والرهانات التي تطرحها وأسبابها وعواقبها، كرس المغرب في تصدير دستوره الالتزام بـ«حظر ومكافحة التمييز ضد أي شخص بسبب الجنس...». وفضلاً عن ذلك، نص الفصل 19 من الدستور على مبدأ المساواة والمناصفة بين الرجال والنساء في جميع المجالات، كما نص على إنشاء هيئة للمناصفة ومكافحة جميع أشكال التمييز. كما تنص المادة 22 على أنه «لا يجوز المس بالسلامة الجسدية أو المعنوية لأي شخص، في أي ظرف، ومن قبل أي جهة كانت، خاصة أو عامة».

وفي نفس السياق، اعتمد المغرب سنة 2012 الخطة الحكومية للمساواة التي خصصت أحد محاورها الثمانية ذات الأولوية لمكافحة جميع أشكال التمييز ضد المرأة.

ومع ذلك، ما زال الإطار التشريعي الوطني ينطوي على أشكال من التمييز ولا يعكس روح ومقتضيات الدستور ولا الالتزامات الدولية للمغرب في مجال مكافحة التمييز والعنف القائم على أساس النوع الاجتماعي. ولا يتضمن التشريع الجنائي ما يكفي من التدابير اللازمة والكفيلة بحماية النساء، كما لا يأخذ بعين الاعتبار خصوصية هذا العنف. لذلك، أصبح من الضروري التعجيل بإصلاح القانون الجنائي وقانون المسطرة الجنائية، وذلك من أجل ملاءمتها، نوا وروحا، مع دستور يوليوز 2011 والاتفاقيات الدولية التي صادق عليها المغرب⁶. بالإضافة إلى ذلك، لم تستطع الاستراتيجيات والسياسات العمومية المطبقة حتى الآن، أن تؤثر أو تخفف من وقع ظاهرة العنف ضد المرأة.

واستجابة لهذه التحديات، قامت الحكومة المغربية مؤخراً بإعداد مشروع قانون (رقم 103 . 13) يتعلق بمكافحة العنف ضد المرأة، وهو مشروع يشكل حالياً موضع نقاش وتعبئة من لدن جمعيات الدفاع عن حقوق الإنسان وحقوق المرأة والنهوض بها.

1 - <http://daccess-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N06/419/72/PDF/N0641972.pdf?OpenElement>

2 - <http://www.ipu.org/wmn-f/vaw/overview.htm>

3 - Haut-Commissariat au Plan, Enquête nationale sur la prévalence de la violence à l'égard des femmes au Maroc, 2009

4 - نفس المصدر

5 - <http://www.ces.ma/Documents/PDF/EXE%20Avis%20Egalite%20FH%20Volet%20Normatif%20VA.pdf>

6 - <http://www.ces.ma/Documents/PDF/EXE%20Avis%20Egalite%20FH%20Volet%20Normatif%20VA.pdf>



الإفلات من العقاب والتمييز : العنف القائم على أساس النوع الاجتماعي بالمغرب ندوة دولية - البرنامج

9:00 : افتتاح الأشغال

12:00 - 13:00 : نقاش

9:30 : الجلسة الافتتاحية

13:00 : استراحة غداء

كلمة السيد محمد الصبار، أمين عام المجلس الوطني لحقوق الإنسان
كلمة السيدة فاطمة الزهراء باباحمد، مستشارة وزيرة التضامن
والمرأة والأسرة والتنمية الاجتماعية
كلمة السيدة أسماء المهدي، منسقة تحالف ربيع الكرامة

9:30 - 10:30 : الجلسة الأولى: جلسة تمهيدية

المسير : مصطفى العراقي، عضو المجلس الوطني
لحقوق الإنسان

رشيدة مانجو، المقررة الخاصة المعنية بمسألة العنف ضد المرأة
وأسبابه وعواقبه (الأمم المتحدة)
التعبئة الدولية في مجال مناهضة العنف القائم على النوع
الاجتماعي

السيدة ربيعة الناصري، جامعية وعضو المجلس الوطني لحقوق
الإنسان

العنف القائم على أساس النوع الاجتماعي بالمغرب بين الإفلات
من العقاب وتقبل المجتمع

السيدة خديجة روكاني، عضو تحالف ربيع الكرامة
مناهضة العنف القائم على النوع الاجتماعي بالمغرب: حدود
التشريع الوطني

10:30 - 11:15 : استراحة

11:15 - 12:00 : الجلسة الثانية: التجارب الدولية في
مجال مكافحة العنف القائم على النوع الاجتماعي:
الوقاية والحماية

المسيرة: السيدة حورية إسلامي، عضو المجلس
الوطني لحقوق الإنسان

السيدة غوردانا كاسمي، خبيرة مجلس أوروبا
اتفاقية مجلس أوروبا بشأن منع ومكافحة العنف ضد المرأة
والعنف المنزلي

السيدة ماري لورانس سرانون سوسو، وزيرة الأسرة والشؤون
الاجتماعية والتضامن الوطني والأشخاص في وضعية إعاقة
والأشخاص المسنين، بدولة البنين
القانون المتعلق بـ«الوقاية من العنف إزاء المرأة والمعاقبة على
ارتكابه» بالبنين

14:30 - 16:00 : الجلسة الثالثة: تعزيز مكافحة العنف
القائم على النوع الاجتماعي بالمغرب : المشاريع
والمقاربات البديلة

المسيرة : جميلة السيوري، عضو المجلس الوطني
لحقوق الإنسان

السيدة السليماني الهواري منانة، رئيسة قسم تمكين المرأة بوزارة
التضامن والمرأة والأسرة والتنمية الاجتماعية

مشروع القانون رقم 103.13 المتعلق بمحاربة العنف ضد النساء

السيدة السعدية وضاح، عضو المجلس الوطني لحقوق الإنسان
رؤية ومقترحات المجلس الوطني لحقوق الإنسان

السيدة عائشة الحيان، تحالف ربيع الكرامة
مذكرة تحالف ربيع الكرامة

16:00 - 17:30 : الجلسة الرابعة: مائدة مستديرة :
نقاش

المسير: السيد محمد الصبار، أمين عام المجلس
الوطني لحقوق الإنسان

السيدة أمينة ماء العينين، برلمانية، حزب العدالة والتنمية
السيدة نعيمة فرح، برلمانية، التجمع الوطني للأحرار
السيدة رشيدة الطاهري، برلمانية، حزب التقدم والاشتراكية
السيدة بشرى برجال، برلمانية، الاتحاد الدستوري
السيد خديجة يملاحي، برلمانية، الاتحاد الاشتراكي للقوات الشعبية
السيدة نبيلة بنعمر، برلمانية، حزب الأصالة والمعاصرة
السيد فاطمة الضعيف، برلمانية، الحركة الشعبية
السيدة فتيحة البقالي، برلمانية، حزب الاستقلال

17:30 - 18:00 : تقديم خلاصات اللقاء والاختتام



المجلس الوطني لحقوق الإنسان
Conseil national des droits de l'Homme



IMPUNITY AND DISCRIMINATION GENDER-BASED VIOLENCE IN MOROCCO INTERNATIONAL SEMINAR

According to an in-depth study on all forms of violence against women (Report of the UN Secretary General, 2006), violence against women “remains one of the most serious challenges of our time”. Indeed, data on this phenomenon are alarming worldwide. One woman out of two is a victim of violence perpetrated by her companion and one woman out of five is a victim of aggression or sexual assault threat. These various forms of violence occurring in all spaces of private and public life threaten women’s physical and moral integrity, violate their dignity and impede their full enjoyment of their basic human rights.

In Morocco, the national survey on the prevalence of violence against women prepared by the Higher Commissioner for Planning (HCP) reveals that 62.8% of women have experienced violence in one way or another during the twelve months preceding the survey (3.8 million in urban areas and 2.2 million in rural ones). This prevalence in both the private and public spaces is often overlooked because of social acceptance, weak protection of victims, legal and political limitations, and lack of protection and violence prevention mechanisms, all of which help sustain and strengthen impunity for perpetrators. Complaints addressed to a competent authority comprise only 17.4% as acts of violence in public places and 3.2% as domestic violence acts. In this regard, the Economic, Social and Environmental Council regrets that, in practice and in the cases of domestic violence, legal protection is not effective or is non-existent particularly in rural areas.

Like many countries that are mindful of the magnitude of this phenomenon, its challenges, causes and consequences, Morocco stipulates in the preamble to its constitution its commitment to “prohibit and combat discrimination against anyone on the grounds of sex ...” Furthermore, Article 19 of the Constitution enshrines the principle of equality and parity between men and women in all areas and provides for the establishment of “an anti-discrimination authority”. Article 22 highlights that “the physical and moral integrity of anyone shall not be undermined by any person whatsoever, private or public, under any circumstances.” In the same vein, Morocco adopted in 2012 the Governmental Equality Plan, whose eight priority areas include “the fight against all forms of discrimination against women» (Area 2).

However, the national legislative framework remains discriminatory and reflects neither the spirit and the provisions of the Constitution nor Morocco’s international commitments to combat discrimination and sex-based violence. In this regard, the criminal law does not include relevant and sufficient measures necessary for the protection of women and does not take into account the specificity of this violence. Therefore, it has become mandatory and urgent to reform the Penal Code and the Criminal Procedure Code and bring them into full compliance with the July 2011 constitution and international conventions ratified by Morocco. In addition, strategies and public policies implemented to date have not been able to influence or reduce the phenomenon of violence against women.

Responding to these challenges, the Moroccan government has recently developed a bill (No. 103-13) to combat violence against women. This project is currently subject to public debate and mobilization from associations working for the defense and promotion of human rights and women’s rights.

It is within this context that the National Human Rights Council of the Kingdom of Morocco along with the Spring of Dignity Coalition, which brings together 23 NGOs for the defense and the promotion of women’s rights, will organize an international seminar on impunity and discrimination: gender-based violence in Morocco.

This event which will be held on January 30, 2014 in Rabat, Morocco, aims to:

- Shed light on and support the current process of the elaboration and adoption of a law to combat violence against women in accordance with international definitions and standards that Morocco is committed to;
- Analyze how violence against women is addressed in the national legal framework and identify gaps and limitations in terms of punishment, protection and prevention of gender-based violence;
- Exchange lessons learned about mobilizations and international experiences in the fight against impunity for perpetrators of violence against women, including girls.

For this purpose, four panels will address the following areas:

- Area 1:** The current situation of gender-based violence in practice and in legislation;
- Area 2:** International experiences in combating gender-based violence: prevention and protection;
- Area 3:** Strengthening the fight against gender-based violence in Morocco: current projects and visions;
- Area 4:** Roundtable: parliamentary debates about current projects and visions.

- 1- http://www.unifem.org/attachments/stories/SGstudyOnVAW_2006_fre.pdf
- 2- <http://www.ipu.org/wmn-f/vaw/overview.htm>
- 3- Haut-Commissariat au Plan, Enquête nationale sur la prévalence de la violence à l’égard des femmes au Maroc, 2009
- 4- Ibidem.
- 5- Conseil Economique et Social (CES), Avis du CES, Promotion de l’égalité entre les femmes et les hommes dans la vie économique, sociale, culturelle et politique, Auto- Saisine n° 8/ 2012, page 56.
- 6- Conseil économique, social et environnemental (CESE), Op. Cit., page 19.